Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Le narco-état colombien et sa guerre économique contre le Venezuela

Par María Fernanda Barreto
Mondialisation.ca, 02 janvier 2018
Mision Verdad 28 décembre 2017

Région : Amérique latine & Caraïbe
Thème: Économie

Photo : Chaque jour les mafias de la contrebande font passer de grandes quantités d'essence vénézuélienne (la moins chère du monde), d'aliments, de médicaments, de toutes sortes de produits pour les revendre avec un bénéfice énorme en Colombie.

En direct de la frontière Venezuela-Colombie

Combien des plus magnifiques récits de la littérature universelle commencent à la croisée des frontières... Avec le temps, les frontières ont condensé les conflits sociaux, la complexité politique et une hybridité culturelle qui les rend fascinantes. Mais passer en ce moment la frontière qui sépare le Venezuela et la Colombie en emportant dans son sac à dos une certaine conscience de l'Histoire implique, en outre, de trouver un orifice par lequel on observe deux guerres : la guerre contre la Révolution Bolivarienne et la guerre de l'Etat colombien contre son propre peuple.

Une première image de la Colombie de cette époque s'est présentée à moi dès que j'ai passé le pont : les vigiles privés qui surveillent les bureaux de migration et traitent les citoyens avec la même arrogance qu'une police nationale. Ces organismes de surveillance privée prolifèrent maintenant en Colombie comme de véritables corps para-policiers. Les groupes paramilitaires semblent s'être fondus dans l'Etat même, les tueurs à gages contrôlent les villages, un silence qui ressemble à de la peur prédomine et la pauvreté de la campagne contraste avec une augmentation des centres commerciaux et des espaces publics enluminés qui aveuglent dans les villes. Il n'y a pas de paix en Colombie, seulement un changement dans la façon de faire la guerre.

Où sont à présent les groupes paramilitaires les plus « organisés » qu'on voyait dans les villes de Colombie ? Ai-je demandé à une camarade qui vit dans l'un des villages autrefois contrôlé par le « Cartel de Cali ».

Alors, les plus durs ont émigré au Venezuela, m'a-t-elle répondu. Là, ce qui reste, c'est un tas de tueurs à gages.

J'ai du mal à l'avaler. En Colombie, même le trafic de drogues a perdu sa souveraineté. D'autres questions inquiètes interrompent mes réflexions.

- Est-il vrai qu'au Venezuela, on mange des cafards pour survivre ? Est-il vrai que Maduro est un dictateur?
- Alors, moi, je fais attention pour ne pas grossir – réponds-je ironiquement. Où as-tu entendu ça sur le Venezuela ?

- Sur RCN, sur Caracol (médias privés, hégémoniques en Colombie, NdT)… partout.
- Et as-tu entendu sur RCN, sur Caracol, qu'on a tué plus de 187 dirigeants populaires en Colombie cette année ?
- Non…
- Et voilà : c'est parce qu'ils mentent sur le Venezuela de la même façon qu'ils mentent sur ce qui se passe en Colombie
- Ah ! Et pourquoi tant de Vénézuéliens passent-ils la frontière tous les jours ? Pourquoi y a-t-il des gens du Venezuela qui demandent de l'argent dans les rues de Bucaramanga?

Je réponds aux questions de mon interlocutrice par une analyse des chiffres que donne le Gouvernement colombien lui-même et bien qu'elle soit satisfaite, je reste pensive. Où il y a une frontière, il y a de la contrebande, où il y a des contrôles, il y a des affaires parallèles mais avec le Nord de Santander, il y a tout ça et bien plus. Il y a une véritable économie parallèle, il y a une para-politique et évidemment, il y a des paramilitaires.

La seconde image est celle que dessine cette économie parallèle qui se développe à Cúcuta: à seulement 200 mètres. Du pont qui marque la frontière, on voit plusieurs pâtés de bureaux de change qui se consacrent exclusivement à l'achat et à la vente de bolivars et où il est très facile d'obtenir des billets vénézuéliens de 100, 500 et 1000 bolivars.-

- Combien vous achetez le bolivar ?
- 5 et demi.
- Combien vous le vendez ?
- 6 et demi.
- Vendez-le moi à moi, mademoiselle, je l'achète à 8 !

Décontenancée, j'essaie de trouver la réponse et un million de bolivars en billets de 1 000 est remis sous mon nez. J'insiste.

- Mademoiselle, pardon, il m'explique qu'il veut dire 5 et demi.

La réponse a dépassé la réalité :

- 5 et demi, c'est 0.055 centimes de peso.

Je cligne des yeux, je réfléchis. Alors que la semaine dernière, à la Banque de la République de Colombie, 1 bolivar tournait autour de 300 pesos, à Cúcuta, 1 peso vaut environ 18 bolivars!

C'est que Juan Manuel Santos, le prix Nobel, est un spécialiste dans les offres d'actions pour la paix qu'il ne réalise pas ensuite. Il l'a fait avec les FARC-EP, il l'a fait avec le Gouvernement vénézuélien. Face à la crise économique qui s'est déchaînée au Nord de Santander quand, en 2015, le président Maduro a pris la décision souveraine de fermer la frontière monsieur Santos a offert de demander une abrogation de la résolution 8 de 2000 de la Banque de la République de Colombie qui permet à la main sale et criminelle du marché de réguler – selon le mythe de la loi de l'offre et de la demande – la valeur du peso colombien par rapport au bolivar sans passer par la Banque Centrale du Venezuela et, mieux encore, sans utiliser aucun paramètre économique.

Le président colombien n'a rien fait, cette résolution qui n'est rien d'autre qu'une version colombienne du « laissez faire » c'est à dire « faites ce que vous voulez », dans ce cas, avec la monnaie du pays voisin, reste en vigueur.

Il y a plus d'un an, j'ai écrit un article pour expliquer de la façon la plus didactique possible comment opère l'économie parallèle que ces agents de change soutiennent. Peu de choses ont changé depuis lors. Selon la CEPAL, il n'y a pas d'explication économique à ce dollar parallèle ni au prix qu'on donne du bolivar à Cúcuta, ce n'est pas non plus Dolar Today qui fixe le prix du bolivar à Cúcuta mais c'est ce prix qui définit la valeur du dollar parallèle au Venezuela. Mais l'Etat colombien ne va pas abroger volontairement cette résolution parce qu'elle lui permet :

- D'être à l'avant-garde de la guerre économique contre le Venezuela. Un rôle qui lui a été assigné depuis ce qui est encore (pour l'instant) l'épicentre du capitalisme mondial.
- De faire des bénéfices exorbitants sur la contrebande d'extraction d'aliments, de combustible et de ressources minières en provenance du Venezuela. Ce sont les mafias liées à ces secteurs qui en profitent essentiellement, certaines transnationales et Ecopetrol. Des produits qu'une série de décrets a essayé de légaliser en Colombie, d'intégrer au PIB et générer ainsi des sources de « travail » dans les villes frontalières.
- Et enfin, mais c'est moins important, cette résolution lui permet de « légitimer » des capitaux, c'est à dire de blanchir l'argent provenant du commerce de la drogue qui, selon le dernier rapport de la DEA, a augmenté de plus de 30% l'année dernière en Colombie.

Le Gouvernement vénézuélien a pris de nombreuses mesures pour essayer d'amortir les effets de cette guerre économique. Mais la vérité est que tant que cette résolution n'est pas abrogée, les efforts vénézuéliens seront vains. Santos lui-même, son personnel, les économistes vénézuéliens de droite et les économistes vénézuéliens de gauche assez « égarés » à mon goût rendent les contrôles responsables de l'existence de cette économie parallèle et nous proposent de libérer le dollar pour que la « main invisible » (et sainte?) du marché régule la valeur des devises que l'Etat vénézuélien produit à 95% grâce à l'exportation du pétrole et non grâce aux entreprises privées.

Il serait un peu plus cohérent de dénoncer, par exemple, les dégâts que cause cette résolution de la Banque de la République de Colombie à l'économie vénézuélienne devant les organismes internationaux, d'exiger son abrogation immédiate et une réparation économique pour le Venezuela. Mais là, apparaissent de nouveau ceux qui défendent l'assassin : s'il y a contrebande d'extraction, c'est parce qu'il y a des subventions, s'il y a le dollar parallèle, c'est parce qu'il y a un contrôle des changes et si on te viole, c'est parce que tu sors dans la rue habillée d'une façon très provocante. Certainement, il faut admettre, par exemple, qu'il manque une certaine sorte de devise – ce ne doit pas être le dollar – qui permette le commerce légal entre la Colombie et le Venezuela. Mais il est indubitable que le Gouvernement vénézuélien a le droit et le devoir de protéger ses devises et ses biens et d'envisager un modèle économique différent du modèle colombien, excluant et violent.

Cependant, le Venezuela n'est pas une île, il est à côté de l'un des pays d'Amérique où les inégalités sont les plus fortes et qui est le plus important producteur et exportateur de cocaïne au monde. Le narco-Etat colombien assassine, exploite et contrôle son propre peuple grâce à de multiples appareils légaux (comme les entreprises de la communication)

et illégaux (comme la drogue dont la consommation est visiblement plus importante de jour en jour), réprime la protestation du peuple grâce à des corps de sécurité aussi sanguinaires que l'ESMAD et se renforce grâce à des corps de sécurité privés, des armées paramilitaires et des tueurs à gages. Il signe des accords de paix qu'il ne respecte pas, laisse totalement impunis les assassinats de ceux qui osent penser différemment, privatise les services de base et instaure la flexibilisation du travail. Mais il réussit à convaincre une bonne partie de son peuple que ce n'est pas là mais à côté qu'il y a une dictature.

La Colombie n'a pas la souveraineté pour se soulever, elle a le statut de pays hôte des Etats-Unis pour être la protagoniste de la guerre économique et de l'invasion paramilitaire du Venezuela.

Evidemment, les processus historiques ne sont pas des contes de fées. La volonté ne suffit pas pour que la décision souveraine du Venezuela se réalise dans ce contexte géopolitique. La République Bolivarienne du Venezuela pourra seule construire sa réalité concrète sans jamais perdre de vue les objectifs du projet bolivarien que nous construisons selon les orientations du Commandant Chávez, c'est à dire sans faire de concessions stratégiques. Mais il est évident aussi qu'en matière économique, des mesures qui l'obligeront stratégiquement à entrer dans le jeu du marché international sont urgentes.

Il faut attendre que cela se fasse en prenant soin de ne pas être dévoré ni entraîné par leur inertie. Une tâche politique et économique difficile et complexe pour le Gouvernement vénézuélien mais une tâche impérative au début de cette nouvelle année. Il est vital de trouver des mesures économiques unilatérales qui permettent de résoudre le problème que ces bureaux de change causent au pays. On a pour cela le soutien des pouvoirs hégémoniques émergents comme contrepoids pouvant être utilisés en notre faveur, non comme de nouveaux modèles à imiter. Le Venezuela ne doit pas se rendre et la gauche vénézuélienne ne peut pas non plus être paralysée par des purismes anti-dialectiques abstraits et idéalistes. En 2018, il faudra prendre des mesures très différentes en matière d'économie et de finances et, certainement, « le Petro » est un bon indice.

Mais au quotidien, l'homme, la femme, les enfants qui font ou non une révolution foulent la terre. Ils traversent des fleuves et passent des frontières. Ils vont et viennent de San Antonio del Táchira à Cúcuta ou de n'importe lequel des dizaines de villages de cette frontière vivante sur laquelle s'étend un front de guerre économique contre la Révolution Bolivarienne. C'est ça, le terrain des grandes décisions. C'est là que le Gouvernement vénézuélien doit récupérer sa capacité à gouverner.

Enfin, cette fois du point de vue du temps, entre l'année qui s'achève et l'année qui débute, je me demande : nous, les principales victimes du narco-Etat colombien subordonné aux Etats-Unis, nous sommes 2 – d'un côté le peuple colombien qui résiste et de l'autre, le peuple et le Gouvernement du Venezuela qui luttent pour construire leur propre projet historique – qu'attendons-nous pour nous unir plus ?

Source en espagnol : El narcoestado colombiano y su guerra económica contra Venezuela (crónica), Mision Verdad, le 28 décembre 2017

Traduction : Françoise Lopez pour Bolivar Infos

La source originale de cet article est Mision Verdad

Copyright © María Fernanda Barreto, Mision Verdad, 2018

Articles Par : María Fernanda Barreto

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca